

Ce que les entreprises disent...

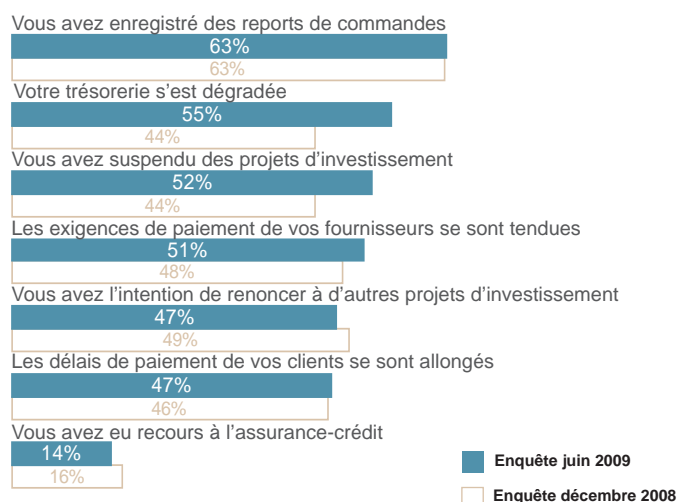
des effets de la conjoncture économique et financière actuelle

Enquête juin 2009

Chaque semestre, les Chambres de Commerce et d'Industrie enquêtent les chefs d'entreprise sur la conjoncture économique régionale. Soucieux des impacts économiques et financiers actuels auxquels doivent faire face les entreprises de notre territoire, nous les avons de nouveau interrogées à cette occasion sur la perception de l'environnement économique. Nous poursuivons ainsi la thématique lancée il y a six mois. Nous leur avons donc demandé de répondre aux questions suivantes : Les relations avec vos banques se sont-elles modifiées ? Si oui, quels sont les changements que vous avez constatés ? Quelles sont vos trois principales préoccupations liées au ralentissement économique actuel ? En matière d'emploi, si la conjoncture devait persister, quelles sont vos intentions ? Quelles mesures vous aideraient à faire face à la situation économique actuelle ? Dans ce contexte, sur quels acteurs pensez-vous vous appuyer ?

Plus de six chefs d'entreprise sur dix constatent encore des reports de commandes

Au cours des derniers mois,



Toutes tailles et tous secteurs confondus, ce sont de nouveau 63 % des chefs d'entreprise champardennais qui affirment avoir enregistré des reports de commandes au cours des derniers mois. Comparé à la dernière enquête, la dégradation de la trésorerie a été signalée de manière plus accentuée en juin 2009, 55 % des dirigeants contre 44 % six mois plus tôt.

Cette détérioration peut en partie s'expliquer par une rigidité des exigences de paiement des fournisseurs (51 % des dirigeants en témoignent contre 48 % le semestre passé) et par des délais de paiement des clients qui s'allongent (pour 47 % des dirigeants).

Reflet en partie des ajournements de commandes constatés au cours des derniers mois, plus d'un chef d'entreprise sur deux évoquent avoir suspendu des projets d'investissement, soit une progression de 8 points en six mois.

Plus d'un dirigeant sur deux signalent des suspensions d'investissement

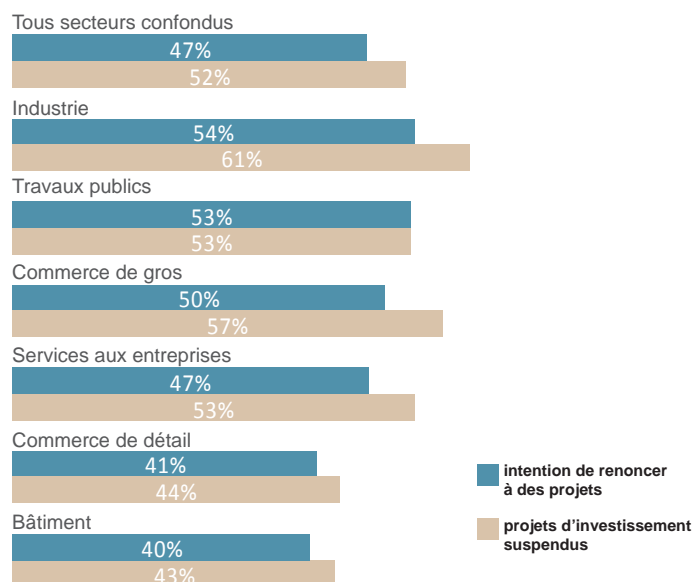
Au regard du contexte économique morose, ce sont 52 % des entreprises qui ont suspendu des projets d'investissement au cours des derniers mois. La proportion de dirigeants champardennais envisageant de remettre en cause une décision d'investissement au cours des prochains mois s'atténuerait légèrement (47 %).

Les industriels et les grossistes sont proportionnellement les plus nombreux à avoir renoncé à des projets d'accroissement et de modernisation de l'outil de production (respectivement 61 % et 57 %).

Dans ces deux secteurs, la part des chefs d'entreprise envisageant un gel des investissements dans un futur proche est également plus importante que celle observée tous secteurs confondus. A l'inverse, les commerçants de détail et les entrepreneurs du bâtiment apparaissent moins affectés par ces suspensions.



Avez-vous suspendu des projets d'investissement et/ou avez-vous l'intention de le faire ?



Septembre 2009

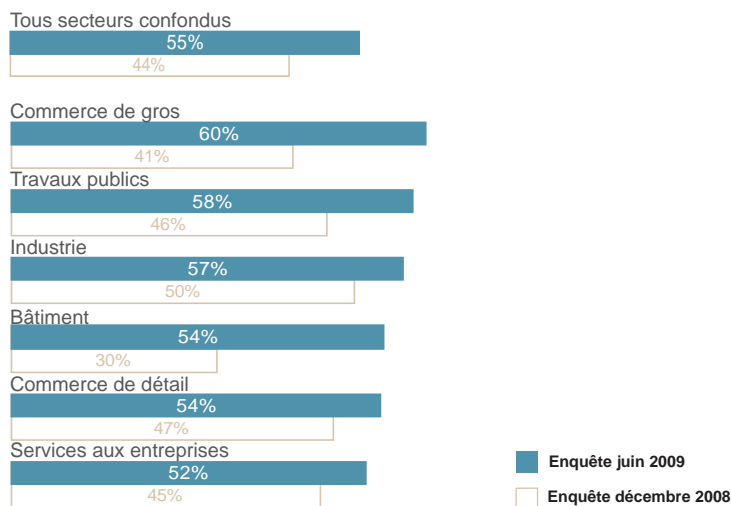


Davantage d'entreprises subissent une dégradation de leur trésorerie

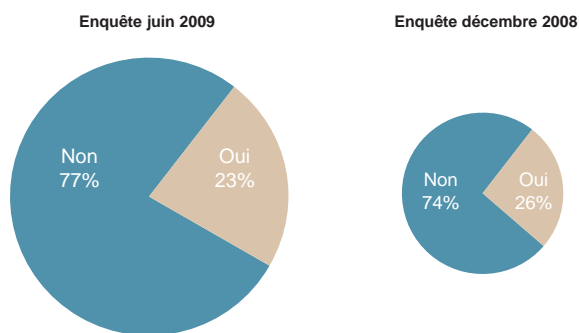
Alors que 44 % des chefs d'entreprise nous signalaient une dégradation de leur trésorerie en décembre 2008, ce sont 55 % des dirigeants qui nous font part de cette difficulté un semestre plus tard. Cette progression affecte l'ensemble des secteurs d'activité.

Deux secteurs sont plus particulièrement concernés par cette évolution défavorable : le bâtiment et le commerce de gros. Dans le secteur du bâtiment, la proportion d'entreprises témoignant d'une dégradation financière est passée de 30 % à 54 % en juin 2009, soit une progression de 24 points. Parallèlement, dans le secteur du commerce de gros, la part des entreprises supportant une dégradation de leur trésorerie atteint 60 %, soit 19 points de plus en six mois.

Au cours des derniers mois, votre trésorerie s'est dégradée ?



Les relations avec vos banques se sont-elles modifiées ?

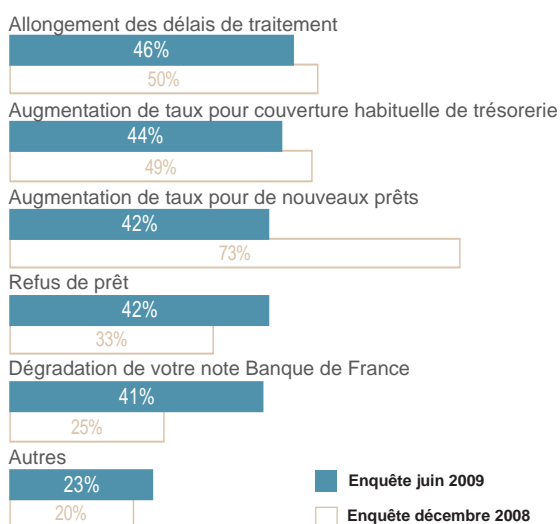


Des relations bancaires modifiées pour près d'un quart des dirigeants

Comme lors de la précédente enquête, la grande majorité des chefs d'entreprise champardennais (77 %) n'a pas ressenti de modifications majeures dans ses relations avec sa banque. Ils sont toutefois 23 % (soit 3 points de moins qu'au précédent semestre) à évoquer une dégradation.

Ces modifications de liens affectent particulièrement les entreprises de commerce de gros (28 %).

Si oui, vous avez constaté :

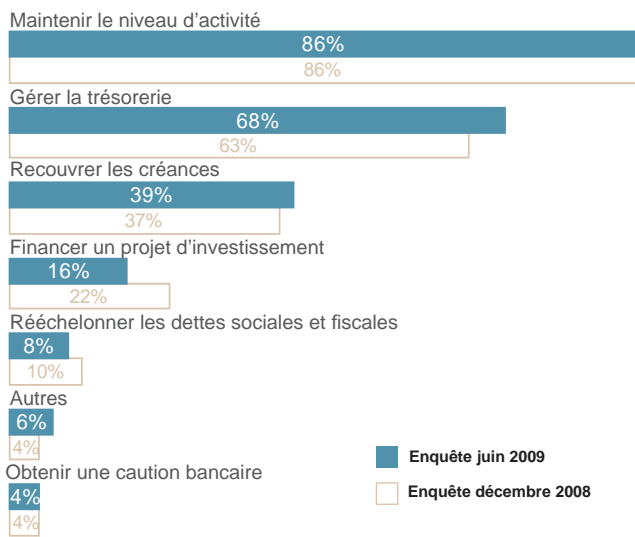


Allongement des délais de traitement : première modification signalée

Parmi les entreprises éprouvant des modifications dans leurs relations avec leur banque, 46 % ont constaté des allongements de délais de traitement contre 50 % six mois plus tôt. Les augmentations de taux pour couverture habituelle de trésorerie sont évoquées par 44 % des chefs d'entreprise contre 49 % à la précédente enquête. De même, alors que 73 % des dirigeants signalaient des hausses de taux pour de nouveaux prêts en décembre 2008, ils sont aujourd'hui 42 % à en faire part.

Dans un même temps, 42 % des entreprises ont été confrontées à des refus de prêts bancaires, soit 9 points de plus en six mois. De même, 41 % des entrepreneurs champardennais soulignent une dégradation de leur note Banque de France (ils étaient 25 % fin 2008).

Quelles sont vos trois principales préoccupations liées au ralentissement économique actuel ?



Stabilité des effectifs pour près de six dirigeants sur dix

En matière d'emploi, les intentions des chefs d'entreprise restent globalement les mêmes que celles évoquées six mois plus tôt.

Si la conjoncture devait persister, ce sont de nouveau près de six dirigeants sur dix qui prévoient une stabilité de l'emploi. Notons que 19 % des entrepreneurs pourraient recourir aux mesures de chômage technique. Avec 41 % des chefs d'entreprise rappelant la possibilité d'avoir recours au chômage technique, les industriels restent les plus nombreux à évoquer cette alternative.

Toutefois, la part des entreprises anticipant des licenciements dans les 3 à 6 mois à venir diminue : les dirigeants sont en effet 20 % à envisager une telle mesure contre 25 % précédemment.

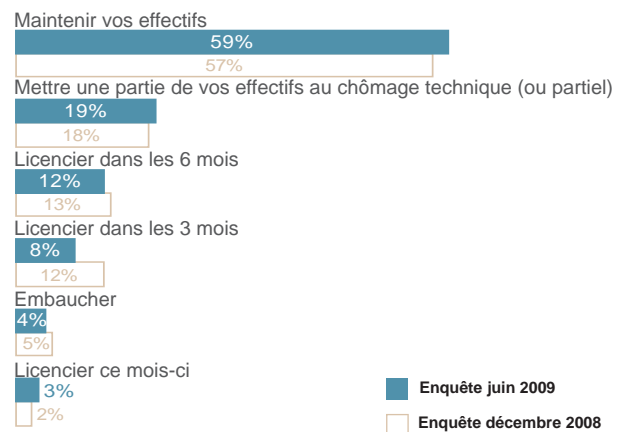
Le maintien de l'activité demeure la première préoccupation des chefs d'entreprise

Comme lors de la précédente enquête, 86 % des chefs d'entreprise champardennais interrogés font du maintien de l'activité leur principale inquiétude.

La trésorerie reste également au centre des priorités : ce sont en effet 68 % des dirigeants champardennais qui éprouvent une appréhension face à la gestion de leur trésorerie (soit 5 points de plus qu'au précédent semestre). Cette inquiétude est davantage présente chez les grossistes (72 %) et chez les industriels (71 %).

Dans ce contexte économique, la troisième préoccupation relative au ralentissement économique reste à nouveau ce semestre le recouvrement des créances. En effet, 39 % des dirigeants évoquent cette appréhension contre 37 % six mois plus tôt.

En matière d'emploi, si la conjoncture devait persister, avez-vous l'intention de :



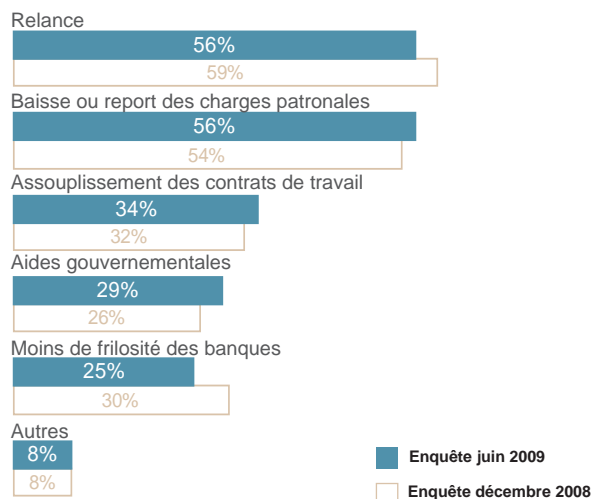
La relance et la baisse ou le report des charges patronales restent les mesures les plus attendues

Citées par 56 % des chefs d'entreprise, les mesures de relance et de baisse ou de report des charges patronales ressortent comme les deux principales attentes face à la situation économique actuelle. Notons que la baisse ou le report des charges patronales est évoquée par 66 % des détaillants.

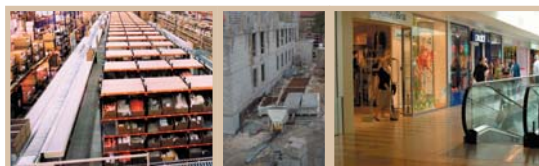
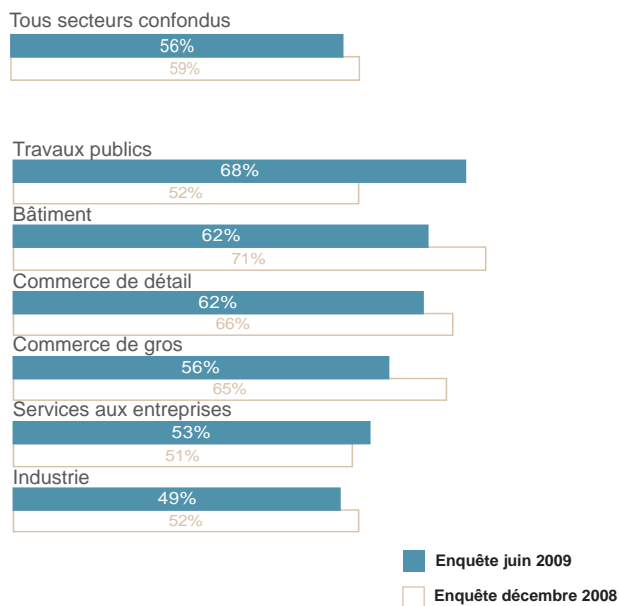
La troisième mesure, mentionnée par 34 % des entreprises, concerne l'assouplissement des contrats de travail.

Les grossistes restent les entrepreneurs les plus nombreux à attendre un soutien plus marqué des banques pour faire face à la conjoncture (35 % contre 25 % tous secteurs confondus).

Quelles mesures vous aideraient à faire face à la situation économique actuelle ?



La relance comme mesure face au contexte actuel ?



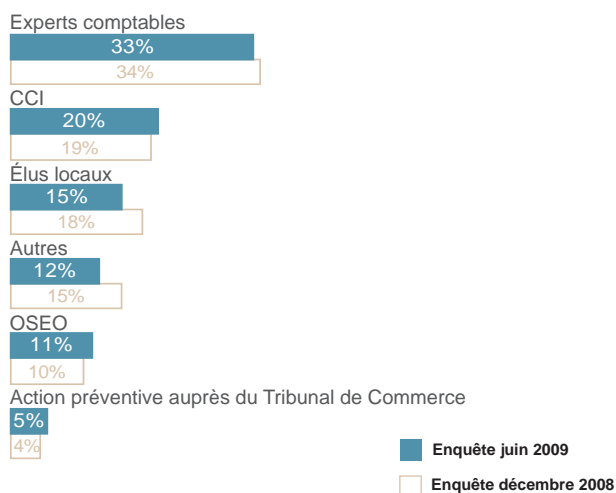
La relance, mesure principalement souhaitée dans les travaux publics, le bâtiment et le commerce de détail

Pour 68 % des chefs d'entreprise des travaux publics, la relance apparaît comme une action qui permettrait de donner un nouveau souffle à l'activité économique (soit 12 points de plus que tous secteurs confondus).

Comme lors de l'enquête de décembre 2008, les entrepreneurs du bâtiment et les détaillants sont eux aussi nombreux à citer cette mesure (62 %).

Toutefois, à peine un industriel sur deux conçoit la relance comme une mesure adaptée pour faire face au contexte économique actuel.

Face à cette situation, sur quels acteurs pensez-vous vous appuyer ?



Les experts comptables restent les interlocuteurs privilégiés

Les acteurs sur lesquels les chefs d'entreprise souhaitent s'appuyer face à cette situation économique maussade apparaissent dans le même ordre que lors de la précédente enquête de décembre 2008.

Ainsi, 33 % des chefs d'entreprise considèrent les experts comptables comme des acteurs privilégiés pour faire face au contexte actuel. 20 % des chefs d'entreprise témoignent de l'appui des CCI et 15 % du soutien des Élus locaux. 12 % des entreprises évoquent d'autres acteurs parmi lesquels les branches professionnelles.

